18 octobre 1881

Circulaire relative à l'application du décret de réorganisation des écoles normales primaires

Jules Ferry

Source : *B.A.M.I.P.* n° 472, p. 1634-1640

Cette réflexion du ministre est la synthèse des trois textes fondamentaux réorganisant les écoles normales : le décret du 29 juillet 1881* relatif à la réorganisation des écoles normales, l'arrêté du 1^{er} août 1881* sur la nouvelle comptabilité et l'arrêté du 3 août 1881* fixant les programmes.

Monsieur le Recteur,

J'ai eu l'honneur de vous adresser, immédiatement après leur publication, le décret du 29 juillet, relatif à l'organisation des écoles normales, l'arrêté du 3 août, fixant les programmes de l'enseignement, ainsi que le décret du 1^{er} août sur la nouvelle comptabilité de ces établissements.

La rentrée vient de se faire dans les écoles normales après un concours d'admission établi sur des bases nouvelles et qui m'assure-t-on, a produit des résultats satisfaisants ; les cadres du personnel ont été augmentés et sont au complet ; le service de la surveillance et celui de l'économat sont assurés ; la direction, dégagée d'une partie des occupations qui l'absorbaient, est rendue à sa véritable mission, et les élèves viennent de reprendre le cours de leurs études, que guident désormais des programmes précis depuis longtemps attendus.

Enfin, si explicite que soit le texte de ces programmes, il a paru qu'il n'était point inutile d'insister auprès des maîtres pour leur faire bien saisir l'esprit de la réforme, et les associer en quelque sorte à la pensée même qui l'a inspirée. C'est le but de l'instruction spéciale que vous trouverez annexée à la présente circulaire et qui n'est, à vrai dire, que le commentaire, le développement détaillé du nouveau plan des études et, par endroits, l'exposé des motifs qui ont déterminé les importantes décisions du Conseil supérieur.

Il ne me reste donc plus, Monsieur le Recteur, qu'à vous entretenir vous-même des attributions nouvelles et considérables qui vous sont conférées et de l'action décisive qu'il vous appartient d'exercer désormais sur les écoles normales, et, par elles, sur tout l'avenir de l'instruction primaire.

L'Université a longtemps et justement demandé d'être rendue à elle-même ; ce vœu légitime a reçu satisfaction, en ce qui concerne l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire, par la loi du 27 février 1880, qui a réorganisé les conseils académiques et le Conseil supérieur. L'enseignement primaire réclame à son tour un gouvernement purement universitaire ; c'est un grave problème, qui présente des difficultés de plus d'une sorte, mais dont on ne saurait longtemps éluder la solution. En attendant, il ne vous a pas échappé, Monsieur le Recteur, que la réforme accomplie dans les écoles normales par le décret du 20 juillet est un premier pas dans la voie où nous engageant et l'opinion publique, et les vœux unanimes du corps enseignant primaire, et nos propres sentiments.

Jusqu'à ce jour, relevant d'autorités multiples soumises à des influences contraires, attendant protection et appui de tous les côtés et ne les trouvant effectivement nulle part, les écoles normales subissaient les fâcheux effets du partage des responsabilités, et semblaient se ressentir encore, sinon de la défiance du législateur de 1850, du moins d'une indifférence trop générale.

Cette situation est complètement changée : tandis que la loi du 16 juin, en proclamant la gratuité absolue, faisait des écoles normales de véritables établissements de l'État, le décret du 29 juillet les délivrait de leurs entraves et les plaçait sous une autorité unique, qui est la vôtre. Désormais, en effet, et sous mon seul contrôle, vous aurez la haute main sur ces importants établissements : par les propositions que vous êtes appelé à faire, par les notes que vous lui donnez, le personnel enseignant, aussi bien que le personnel administratif, relèvent directement de vous ; il vous appartient de choisir et de nommer les professeurs externes, de créer, avec mon approbation, tels cours accessoires que vous jugerez utiles, d'arrêter le règlement intérieur de chaque école ; par la préparation des budgets, il vous appartient également de me signaler tous les besoins et de me mettre en mesure d'y pourvoir ; par les commissions que vous nommez, par les examens de passage que vous contrôlez, par les pouvoirs disciplinaires dont vous êtes investi, vous exercez votre action sur le recrutement des élèves, comme vous disposez de la marche des études par la garde des programmes et des méthodes, qui vous est confiée. J'ajoute que, dans les limites tracées par le décret du 29 juillet et l'arrêté du 3 août, j'entends

vous laisser la plus grande liberté pour le règlement de toutes les affaires d'ordre intérieur de ces établissements, auxquels, il est bon qu'on le sache, le Gouvernement est décidé à ne rien refuser de ce qui doit contribuer à leur développement.

Mais, si la législation nouvelle des écoles normales vise formellement à rétablir dans le corps enseignant comme dans les études l'unité de direction et de responsabilité, nous ne pouvons pas laisser dire que ce régime ait pour but ou pour effet d'isoler l'école normale, de la fermer aux sympathies ou à la vigilance des autorités départementales, de cantonner son personnel dans une sorte d'indépendance étroite, pédantesque et jalouse. Tout ce qu'ont voulu les lois et décrets que vous avez à appliquer se ramène à deux points essentiels : faire cesser la diversité d'origine et de situation entre les élèves ; faire cesser la lutte d'influences et les conflits d'attributions entre les diverses autorités. Voilà le vrai sens qu'il faut donner aux mesures que quelques-uns affectent de considérer comme inspirées par un esprit de défiance vis-à-vis des conseils généraux et un parti pris d'élimination des autorités locales. Il appartiendra, par vos relations mêmes avec les représentants du département, de redresser cette erreur.

Si, d'une part, les conseils généraux, et partant les préfets n'ont plus à intervenir dans le choix des boursiers et dans répartition nécessairement arbitraire des fractions de bourse, c'est qu'il n'y a plus dans ces établissements ni boursiers, ni demi-boursiers, ni pensionnaires libres. Tous ont la même origine, tous ont passé le même concours, tous jouissent des mêmes avantages, et, ce qui importe essentiellement, tous ont les mêmes devoirs à remplir, le même but à atteindre, les mêmes garanties à fournir à l'entrée, au milieu et à la fin de leur séjour à l'école. Peut-on sérieusement soutenir que l'établissement de ce régime d'égalité et d'équité diminue l'action du département sur son école normale ou amoindrisse l'intérêt qu'il lui porte ?

Si, d'autre part, la commission de surveillance n'a plus qualité pour intervenir dans le règlement des études, pour noter la valeur professionnelle de chaque cours et de chaque professeur, les nouveaux règlements lui donnent, en revanche, des pouvoirs qu'elle n'a jamais eus ni aussi complets, ni avec une sanction aussi efficace, pour tout ce qui concerne l'organisation matérielle et financière de la maison ; ils ne s'opposent, d'ailleurs, en aucune façon, à ce que les commissions de surveillance continuent à remplir cette mission toute paternelle d'inspection et de surveillance ayant trait à la discipline, à la tenue générale de l'établissement, à l'ordre intérieur, à la situation morale des maîtres et des élèves, à tout ce qu'on appelle d'un mot si juste « l'esprit de la maison ». Ce concours bienveillant des assemblées locales, nous le sollicitons plus vivement que jamais. Il leur appartient d'apporter dans nos écoles le jugement et le coup d'œil du père de famille, sans viser à y prendre le rôle soit de professeur, soit d'inspecteur des études.

Nous exposons-nous, comme on l'assure, à froisser des susceptibilités légitimes, en disant aux honorables membres de ces Comités qui veulent bien consacrer quelques heures par mois à l'école normale : « Tout vous est ouvert dans l'école, aucun domaine ne vous est interdit, aucune sorte de vœu, d'observation, de critique, de question ne sera déplacée de votre part ; mais le bon ordre de l'institution exige que vous vous absteniez de refaire pour chaque école, au gré de vos idées particulières, l'œuvre du Conseil supérieur. Il faut qu'une haute direction préside aux études, que l'ordre des leçons, la distribution des programmes, le choix des méthodes, la durée de l'enseignement, le niveau des cours, en un mot toute la partie didactique et technique de la préparation des instituteurs ne puisse pas chaque année, chaque mois, être remise en question et résolue différemment par des commissions qui n'ont point été composées en vue d'un travail pédagogique aussi délicat. »

Ce départ d'attributions est si simple, et les conséquences qui en découlent si naturelles, que vous n'aurez aucune peine, j'en suis sûr, Monsieur le Recteur, à faire bien comprendre de tous en quel sens l'Université veut être maîtresse chez elle. Pas plus à l'école normale qu'ailleurs, elle n'entend former une sorte d'État dans l'État ; elle n'a pas besoin qu'on lui rappelle que le maître est fait pour l'école, et l'école pour le pays ; mais comme tous les corps spéciaux, elle a besoin d'avoir sa discipline et son unité de commandement, d'obéir à des règles fixes et de faire respecter sa compétence professionnelle.

Cette liberté d'action lui est surtout indispensable au moment où elle entreprend sa propre réforme pour se mettre plus entièrement au service de la démocratie et en état de la mieux servir.

Si nous demandons qu'on nous laisse appliquer avec suite et décision les nouveaux programmes, et si nous écartons les influences multiples et passagères, locales ou individuelles qui rompraient l'unité de nos efforts, c'est précisément parce que nous voulons amener rapidement nos écoles normales à répondre à l'idée plus haute que très justement on s'en forme aujourd'hui.

Il est temps, en effet, qu'une impulsion plus vivante soit imprimée aux études, qu'on cesse de condamner les élèves à la fatigue stérile d'un enseignement qui ne sait pas se borner, qu'au lieu de continuer à charger leur mémoire d'un amas de connaissances mal ordonnées et mal assimilées, on encourage de leur part l'effort spontané et le travail réfléchi, le seul qui soit profitable ; il est temps de mettre plus d'air et plus de lumière dans la vie de ces élèves qui demain seront des maîtres, de donner une allure plus libérale à leur éducation, de faire une part suffisante aux exercices du corps et une large place au libre exercice de l'intelligence ; il est temps, enfin, que l'école normale ne prépare plus seulement des brevetés, mais des hommes. Telle a été, vous le savez, Monsieur le Recteur, la pensée inspiratrice du Conseil supérieur dans la rédaction des programmes et des règlements nouveaux. Il n'y a là rien qui ressemble à l'esprit de corporation et de monopole ; il n'y a rien non plus qui puisse porter ombrage à personne. Et nous pouvons nous promettre à bref délai l'approbation unanime de l'opinion publique, si nous menons à bonne fin dans cette voie la réorganisation de nos écoles normales.

Puisque c'est sur vous principalement, pour ne pas dire absolument, Monsieur le Recteur, que repose le succès de la réforme, je n'ai pas besoin de vous dire combien vous allez avoir à multiplier vos moyens d'action, d'information et de contrôle.

Vous ne pouvez plus vous contenter de vous faire rendre compte par MM. les inspecteurs d'académie de ce qui se passe dans chacune des écoles normales de votre ressort ; vous voudrez, de plus, les visiter vous-même, vous assurer que la direction est sage, éclairée, douce, que, le personnel enseignant est à son devoir ; que rien de ce qui peut être légitimement donné au bien-être des élèves ne leur est refusé.

Vous voudrez surveiller l'application des nouvelles mesures, assister à quelques-unes des réunions des professeurs, encourager les élèves par votre présence et par vos conseils, particulièrement lorsqu'ils s'exerceront à la pratique de l'enseignement, soit dans les leçons orales qu'ils sont tenus de faire devant leurs camarades et leurs maîtres, soit dans le milieu plus modeste de l'école annexe ; vous voudrez vous convaincre, enfin, que l'éducation et la vie des élèves-maîtres sont bien telles que j'essayais tout à l'heure de les définir. Et de tout ce que vous aurez vu ou appris, vous prendrez soin de me rendre un compte exact, non par l'envoi de ces notes que vous me faisiez parvenir trimestriellement, et dont je décide la suppression, parce qu'elles n'apprenaient rien, mais par un rapport d'ensemble que vous m'adresserez à la fin de chaque année scolaire, et dans lequel je chercherai un tableau vivant et fidèle de tout ce qui peut véritablement intéresser et instruire mon administration.

Ce sont là, je ne l'ignore pas, Monsieur le Recteur, de lourdes obligations ajoutées à celles qui constituent votre charge ; mais, en vous les imposant, je sais qu'elles ne sont au-dessus ni de vos forces, ni de votre dévouement ; je sais aussi que vous les accepterez résolument en songeant à l'étendue et à la portée des services qu'elles vous permettront de rendre à l'éducation nationale.

Recevez,...